



COMME ORDRE INTERNATIONAL

Une logique planétaire d'exclusion

entretien avec Ghassan Salame

Politologue, Ghassan Salame évoque les différentes étapes, il en voit trois, de la politique arabe de la France. Il estime qu'aujourd'hui celle-ci n'a plus les moyens de peser sur l'évolution du Levant et qu'au Maghreb elle a intérêt à européaniser son approche. Il se montre très amer face au contexte de l'anti-tiers-mondisme, par rapport aux intellectuels de gauche dont il pense que, fascinés par l'Amérique, ils ont finalement précédé, dans la guerre du Golfe, les politiques et les militaires.

Il pense que c'est un nouvel ordre mondial fondé sur l'exclusion qui se met en place.

Ses propos sont sans doute à comparer à ceux d'Yves Lacoste à la rubrique T.

— *Est-ce que le passé, Croisades, guerres, colonisation, décolonisation, joue un grand rôle dans les relations franco-arabes, ou y a-t-il, actuellement, une nouvelle donne, due à la fois à l'homogénéisation et à l'éclatement du monde ?*

Pour moi, il y a trois temps, trois dimensions séparées et différentes (qui d'ailleurs ne s'annulent pas, elles s'additionnent plutôt) qui pèsent ensemble sur les relations franco-arabes.

Le premier temps est celui de la France, partie de l'Europe chrétienne. C'est tout ce passé historique, de relations difficiles, fondées sur des malentendus. Par exemple, Poitiers, cette date qui, pour la France, est le commencement d'un événement dramatique de première ampleur, n'est pour les Arabes qu'un fait secondaire, l'incursion de quelques bandes d'irréguliers. Le monde arabe était alors obsédé par Constantinople. Les Croisades sont un autre exemple. Les Arabes ne les ont pas vécues comme une guerre de religion mais plutôt comme des invasions barbares à caractère vaguement religieux, mais principalement à objectif économique. Avec le temps, on s'est convaincu de leur caractère religieux, ce qui a augmenté le malentendu. La phase coloniale n'est résolue ni par les uns ni par les autres. Les Arabes, dans leur ensemble, sont très critiques de ce qui a été pour eux une domination et une spoliation. En Occident, par contre, on pense, et la littérature le montre, que s'il y a eu des injustices, cette période a aussi impliqué des relations émotionnelles, lesquelles ne sont pas prises en considération par les Arabes. La France subit plus que les autres pays européens le poids de cette phase-là, parce qu'elle s'est davantage impliquée, et à tous les plans, dans la colonisation/décolonisation.

Le deuxième temps, à partir des années 60 — la période commence surtout en 1967 après le conflit arabo-israélien et les promesses de solution du problème israélo-palestinien, mais même en 1964, dès le gel de la participation française à l'OTAN — c'est la phase de la France tout court, de la France de De Gaulle. Elle ira jusqu'au ministère de Claude Cheysson inclus, portée aussi par des ministres comme Jobert. Naît là une nouvelle idée de la France qui n'est plus la France de Suez ni de l'Algérie, mais la France post-coloniale, qui suscite beaucoup d'espairs, quelquefois déçus, dans la zone arabe et dans tout le tiers monde. C'est la France aussi du Québec libre, du discours de Phnom Penh, de ceux de l'Amérique latine, une France altière et centriste dans le jeu international, compréhensive vis-à-vis du nationalisme arabe, une France qui a des initiatives vis-à-vis du monde arabe, et qui se distingue dans le jeu international : déclaration de Venise, Trilatérale, dialogue euro-arabe (malgré ses maigres résultats), etc., et qui devient un interlocuteur privilégié dans un jeu dominé par les USA et l'URSS.

La troisième phase, celle de la France partie de l'Occident, a commencé en 1983-1984 avec le gouvernement Fabius, c'est la fin de la politique arabe de la France, la fin de la diplomatie gaulliste. La France perd le crédit accumulé dans les années 60 et 70, la politique internationale redevient bilatérale et la France un pays européen comme les autres. La guerre du Golfe est venue confirmer cette idée de la France membre de l'Occident. Car à la différence du concept d'Orient, forgé par les voyageurs et les orientalistes et qui demeure artificiel, le concept d'Occident est un concept construit qui recouvre une réalité. L'Occident, c'est un réseau de nations industrialisées, blanches, dénatalisées, qui font face à une immigration importante du Sud, un ensemble géostratégique qui a gagné la guerre froide, la fin de celle-ci s'étant traduite par un rapport de forces nouveau entre le Nord et le Sud, ou plutôt entre l'Occident et le Sud, du fait d'une neutralisation de l'influence soviétique (laquelle crée, du point de vue du Sud, un déséquilibre). La France est un membre actif de cet Occident-là, reconstruit autour de la direction américaine. Ces trois visages de la France s'interpénètrent dans la conscience arabe contemporaine et rendent le dialogue plus difficile.

La remise en cause du tiers-mondisme

— *On sent actuellement un glissement de la pensée en France, sur le monde arabe. Il y a des tiers-mondistes repentis qui pensent que le temps est venu de critiques objectives. Il y a des amis du monde arabe qui s'avouent déçus. Il y a comme un rejet dans l'air. Est-ce dû seulement au problème, devenu central en France, de l'immigration arabe ?*

Non. En réalité, les relations franco-arabes sont de moins en moins perçues comme telles. Il y a aujourd'hui une « ré-idéologisation » du rapport avec le Sud, et les Arabes en particulier, qui a commencé il y a quelques années sur le plan intellectuel et qui annonçait on ne peut plus clairement cette attitude critique vis-à-vis du tiers-mondisme. Par exemple, avec Pascal Bruckner et *Les sanglots de l'homme blanc*. C'est ce que l'on appelle aussi la « Kouchnérisation de la politique » et de la diplomatie française, c'est-à-dire une réflexion politique transformée en attitudes paternalistes et humanitaires. On l'a encore vu pendant la guerre du Golfe, quand les intellectuels de gauche appuyaient la participation française avec des états d'âme insupportables à voir et à sentir. En réalité, on ne peut pas étudier cette révision sans observer qu'elle consiste en une attitude beaucoup plus critique non seulement vis-à-vis du monde arabe, mais vis-à-vis du tiers monde en général, Amérique latine, Inde, Afrique, etc., d'une part, et, d'autre part, que les intellectuels ont précédé et non pas suivi les politiques. Cette attitude est venue avec une nouvelle fascination pour l'Occident. Au cours des années 80, Sollers, Kristeva, Baudrillard, Michel Serres, Derrida sont partis vivre et enseigner aux USA, ont redécouvert l'Amérique, avant même le milieu politique. Mitterrand et Dumas n'ont fait que les suivre. Cette fascination me semble puérile et même malade, mais l'envers de la médaille, c'est l'adoption, d'une façon implicite et explicite, d'une attitude plus cynique vis-à-vis du tiers monde et une diabolisation même des Arabes.

Il y a une autre raison, plus interne à la France : les amis des Arabes en France sont des gens qui ne se sont pas avérés aussi démocrates qu'ils le prétendaient, parfois même ils sont apparus des racistes à rebours. Certains, sans même le savoir, ont adopté une attitude envers le monde arabe dont les fondements étaient en réalité franco-français et s'expliquaient par un positionnement en France même. Or, sur l'échiquier politique français, adopter la cause du tiers monde est devenu très difficile à gérer.

Dans le même temps, dans le tiers monde on l'a aussi trouvée trop lourde à supporter, on l'a qualifiée d'ingérence dans les affaires intérieures, et on n'a plus voulu de ces critiques, sur la mauvaise gestion par exemple. Des leaders qui se sont révélés des dictateurs sanguinaires n'ont plus admis l'œil scrutateur de leurs anciens amis blancs. De part et d'autre, on a donc trouvé l'opportunité de rompre la relation. D'une part, cela ne donnait plus de positionnement en France, ne res-

semblait plus à rien ni ne servait plus à rien, n'était plus échangeable en prestige parisienniste. D'autre part, les Arabes n'étaient plus les mêmes, ils devenaient de méchants dictateurs, ce n'étaient pas les amis des intellectuels qui gouvernaient mais de riches pétro-

monarques prédateurs et critiquables. C'étaient eux les Arabes utiles et non les intellectuels. D'où le glissement, également favorisé, comme on le voit actuellement, par un discours plus musclé sur l'immigration qui est l'occasion de grands dérapages et qui ne trouve plus de censeurs. Chirac glisse vers Le Pen et Cresson vers Chirac, en accroissant leur cote de popularité. Telle est la classe intellectuelle. Il faut s'y résigner.

— *Beaucoup d'Arabes, surtout des Maghrébins, sont tellement déçus par la France qu'ils envisagent de vivre sans. Par contre, d'autres, semble-t-il assez nombreux, songent à traverser les frontières et utiliser la France comme refuge. Comment tout ceci est-il concevable ?*

C'est gérable du côté arabe. Mais il y a une lente érosion de l'influence française au Maghreb. Érosion, car je ne crois ni à un réaffermissement, ni à une stabilisation, mais à un mouvement lent et dans les deux sens. La guerre du Golfe n'a pas subitement coupé les ponts : si l'épisode irakien du Maghreb a été fort, il n'est pas tout à fait profond. Saddam Hussein et l'Irak ont été instrumentalisés par les Maghrébins, intellectuels, masses et dirigeants, dans des débats et pour des affaires intérieures qui n'avaient rien à voir avec eux. Les événements qui ont eu lieu et ceux qui auront lieu, vont renforcer cette érosion. J'assiste, à la fois apeuré et intéressé, à ce que j'appellerais « la levantinisation de la politique maghrébine », c'est-à-dire l'accès à une espèce de démagogie nationaliste et populiste, dotée de préjugés précaires qui s'opère aux dépens de la relation avec l'Europe et la France. Ensuite, il y a l'érosion de la langue française, et les intellectuels francophones sont mal à l'aise. Et puis la France n'a plus les moyens intellectuels et économiques d'être l'interlocuteur privilégié. C'est inévitable, on peut s'en lamenter ou s'en réjouir. Finalement, la France a intérêt, pour des raisons financières, à européaniser son approche du Maghreb, à la fonder sur la politique de Bruxelles, et à faire partager son influence, en politisant, ce faisant, son désintérêt.

Elle a intérêt à communiquer aux pays du Maghreb le fait qu'elle ne se considère plus comme un acteur du jeu politique maghrébin, qu'elle y joue la neutralité. D'une part, je l'ai dit, parce qu'elle n'est plus un interlocuteur privilégié au Maghreb, et d'autre part parce que tous les acteurs du jeu politique au Maghreb sont précaires et que l'on n'a pas intérêt à s'identifier à l'un ou à l'autre. On ne peut plus les jouer.

La France n'a plus les moyens

— *Peut-on y voir une répudiation, qui serait suivie, une fois le contexte apuré, d'un remariage ?*

Je ne crois pas. L'érosion est inéluctable. Je crois qu'il faut s'y faire. En regardant l'évolution du commerce, les nouveaux accords Maroc-Espagne, l'intérêt de l'Italie pour l'Algérie et la Tunisie, la fascination également pour l'Amérique de tous ceux qui parlent anglais, on voit que la France n'a plus les moyens d'une remontée et que, du côté maghrébin, la diversification est commencée et devient une religion maintenant que la France avoue son incapacité.

— *L'Espagne et l'Italie ont-elles les moyens, elles, de cette politique ?*

Cela se fera aux dépens de la part de la France qui s'y est résignée et qui, alors que son économie est fortement délabrée, n'a plus les moyens de faire face à des pays en évolution démographique très rapide et dont le bilan économique est très compromis. La France ne peut plus être l'interlocuteur exclusif, le devenir euro-maghrébin va très vite se faire en accord ou en rivalité entre la CEE et le Maghreb, chacun s'organisant de part et d'autre. Dans dix, quinze ou vingt ans, cela sera encore plus net.

— *C'est peut-être une bonne chose, c'est plus sain ?*

Ce n'est pas une mauvaise chose : il est bon d'avouer les limites de ses relations, cet aveu met fin aux attentes et aux frustrations. Le seul acquis français restera le poids d'une émigration maghrébine qui est supérieure à celle des autres pays européens et les problèmes particuliers des émigrés maghrébins en France.

— *Mais ces problèmes ne naissent-ils pas aussi du fait que la France doit changer pour accueillir et intégrer cette émigration maghrébine ?*

Il y a les mêmes réactions partout vis-à-vis de l'immigration, dès que la croissance ralentit. Et il n'y a pas de doute que la croissance française est affaiblie, les chiffres de 1991 et ceux du commerce extérieur sont inquiétants. Il y a également la multiplication des provenances des immigrés, Maghreb, mais aussi Est européen et divers pays d'Asie. Il y a la naissance du sentiment que les pays de l'Europe occidentale sont devenus un paradis pour des populations beaucoup plus nombreuses et que, sans une politique de fermeture des frontières, des flux d'immigrés vont faire leur apparition au moment où la croissance économique ralentit. Ce sentiment est réel, la France est un pays d'immigration facile, il n'y a pas de doute. Il y a de la part de la population française la volonté d'envoyer un message très clair aux nouveaux arrivants : avec ceux qui sont présents, le jeu pourrait se calmer, l'exaspération et la panique ne concernent que les nouveaux ; on n'en veut plus d'autres. Le problème est qu'aucun gou-

vernement ne peut garantir que l'immigration va cesser et cette impuissance rejaillit sur ceux qui sont déjà là.

— *Mais désormais, ni le travail ni le salaire ne sont ici garantis ?*

Ils ne sont pas garantis non plus là-bas, et finalement on a plus de chances de trouver du travail en Europe qu'au Maghreb : regardez les Riffains face à l'Espagne ! C'est la loi de l'offre et de la demande. L'Europe offre quand même d'énormes avantages : scolarisation, santé, libertés publiques. Si la politique algérienne ne « s'embourgeoise » pas, si le FIS domine, ou *a contrario* si l'embourgeoisement marocain, même autoritaire, est battu en brèche par le populisme, les classes moyennes maghrébines vont se trouver dans une situation intenable et vont chercher à affluer en France. Ce seront de nouveaux immigrants, éduqués, instruits qui se paupériseront naturellement, mais dont certains s'intégreront sans difficulté.

1. l'hégémonie américaine

— *Quid de la France face au problème palestinien ?*

La France n'a plus les moyens de peser sur l'évolution du Levant, ni militairement, ni financièrement, ni par le poids qu'elle aurait sur Israël. Je suis extrêmement pessimiste quant au problème palestinien qui se pose en termes très simples aujourd'hui : est-ce qu'Israël va se retirer des territoires occupés ? C'est le seul problème, car du côté arabe, tout peut passer, l'État palestinien, la confédération avec la Jordanie, tout, il n'y aura plus d'intransigeance arabe, la seule exigence étant le non-maintien du statu quo, le retrait, qui est quand même le minimum. Mais face à ce réalisme, à cette extrême fluidité des Arabes, il y a une totale intransigeance israélienne. Israël ne veut pas donner le minimum.

— *Une nouvelle guerre ?*

Non, les USA s'y opposeront.

— *Alors ?*

On va assister très probablement à un maintien du statu quo et à une colonisation massive des territoires avec des Juifs soviétiques et au développement d'une situation extrêmement favorable à Israël.

— *Que peuvent faire les Arabes, vont-ils s'y opposer ?*

Non. Pour deux raisons. La moitié sont sous domination américaine, les autres n'ont plus les moyens de faire la guerre à Israël. Les USA le leur interdisent. Ils sont intervenus quatre fois militairement ces derniers temps, en Syrie en 1983, en Libye en 1986,

en Iran en 1988, en Irak en 1991. Nous assistons de plus à plus à la montée de l'interventionnisme américain dans les affaires du Levant. Sans pression sur Israël, nous allons vers une domination israélo-américaine que les Arabes ne pourront pas remettre en question. Personne n'aura plus d'impact. En tout cas, il y a un déficit de l'influence française au Levant.

— *Les USA peuvent-ils assumer le nouvel ordre mondial ?*

Non. On mettra du temps pour s'en apercevoir. Il me semble que le duo qui dirige les USA, Bush et son conseiller Scowcroft, ont des mentalités héritées de la guerre froide. Dans deux ou trois ans, voire quatre ou cinq ans (le mouvement est déjà net au Parti démocrate et commence au Parti républicain), on assistera à une tendance à ramener les USA vers les problèmes intérieurs. L'Amérique, vraisemblablement avant la fin de la décennie, avouera son incapacité à gérer son hégémonie planétaire. Mais, d'ici là, elle bénéficie de tous les atouts, et particulièrement de cette fascination qui atteint aussi bien les Français que les Arabes.

— *Que se passera-t-il alors s'il y a à la fois hégémonie américaine et incapacité de la gérer ? Y aura-t-il gestion du désordre ?*

Les USA seront très sélectifs. Nous sommes dans une nouvelle situation coloniale, une nouvelle ère de l'interventionnisme occidental, mais sans aucune mission dite civilisatrice, sans aucune prétention à l'universel : il y aura seulement prédation des matières premières et marginalisation du reste de la planète. Nous sommes rentrés dans une logique planétaire d'exclusion. Il y aura intégration d'ensembles qui se ressemblent, d'ensembles régionaux, qui géreront leur chaos propre.

Propos recueillis par Zakya DAOUD